

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	<b>19.04.2024</b>
Thema	<b>Keine Einschränkung</b>
Schlagworte	<b>Bilaterale Abkommen, Banken</b>
Akteure	<b>Maurer, Ueli (svp/udc) BR VBS / CF DDPS</b>
Prozesstypen	<b>Keine Einschränkung</b>
Datum	<b>01.01.1990 - 01.01.2020</b>

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Beiträge von

Burgos, Elie  
Zumofen, Guillaume

## Bevorzugte Zitierweise

Burgos, Elie; Zumofen, Guillaume 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Bilaterale Abkommen, Banken, 2008 - 2019*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), abgerufen am 19.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

<b>Allgemeine Chronik</b>	1
<b>Wirtschaft</b>	1
Geld, Währung und Kredit	1
Landwirtschaft	1
Internationale Landwirtschaftspolitik	1

# Abkürzungsverzeichnis

**WAK-NR** Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Nationalrats

---

**CER-CN** Commission de l'économie et des redevances du Conseil national

# Allgemeine Chronik

## Wirtschaft

### Geld, Währung und Kredit

#### Geld, Währung und Kredit

BUNDESRATSGESCHAFT  
DATUM: 20.03.2019  
GUILLAUME ZUMOFEN

Lors de la publication du rapport du **Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales**, la Suisse a obtenu une note de «conforme pour l'essentiel». En fonction des recommandations, le Conseil federal a établi un projet de loi qui répond à la recommandation de transparence sur les actions au porteur, à l'obligation d'annoncer les ayants droits économiques et à la clarification de l'assistance administrative dans le cas de données volées. En particulier, ce projet prévoit la conversion des actions au porteur en actions nominatives.

Bien que de nombreuses critiques aient rsonn durant la procédure de consultation, notamment du côté des partis politiques et des organisations, le Conseil federal a maintenu le cap. Comme l'a expliqué Ueli Maurer, cette adaptation est indispensable afin de se «conformer au standard international» et de ne pas entacher la réputation de la place financière helvétique.

La Commission de l'économie et des redevances du Conseil national (CER-CN) est entrée en matière par 16 voix contre 8 sur l'objet. Par contre, la CER-CN propose, par 14 voix contre 11, une clause d'antériorité afin que le droit continue à s'appliquer pour les actions au porteur existantes. De plus, elle rejette par 17 voix contre 6 et 1 abstention la proposition de publication de la liste des ayants droits économiques, et elle rejette par 19 voix contre 6 l'adaptation sur les données volées dans le cadre de l'assistance administrative.

A la Chambre du peuple, les parlementaires sont entres en matière par 118 voix contre 63. Par contre, ils ont modifié le projet initial en maintenant le droit en vigueur relatif aux actions au porteur existantes par 101 voix contre 87. L'UDC, le PLR et le PBD ont ainsi imposé leur volonté de maintenir les actions au porteur pour l'économie helvétique.<sup>1</sup>

## Landwirtschaft

### Internationale Landwirtschaftspolitik

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN  
DATUM: 22.11.2008  
ELIE BURGOS

La conseillère fédérale Doris Leuthard s'est rendue à Bruxelles au mois de novembre, afin de donner une **première impulsion aux négociations**. L'UDC, qui avait déjà menacé en cours d'année de lancer le référendum en cas de négociation d'un accord de libre-échange agricole avec l'UE, a réitéré sa position, appuye par l'Union maraîchère suisse prside par l'ex-président des démocrates du centre Ueli Maurer. L'UDC a déclaré redouter une baisse massive des revenus des paysans et la perte de milliers de places de travail dans l'agriculture. Elle a également revendiqué une politique agricole indépendante, qui assure au minimum le niveau d'approvisionnement actuel. Excepté l'UDC, les grands partis ont soutenu la perspective du libre-échange agricole, tout comme les mesures d'accompagnement. Le financement de ces dernières a toutefois soulevé de nombreuses questions.<sup>2</sup>

1) BO CN, 2019, pp.448 s.; Communiqué de presse CER-CN du 27.2.19; Communiqué de presse CER-CN du 30.01.2019; NZZ, TG, 21.3.19

2) LT et NZZ, 5.11.08 (Bruxelles et UDC); LT, 22.11.08 (autres partis).